

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

14 Juillet 2023

N° 296

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Micao quartier de Yopougon accolé à la Zone industriel :
le mur d'une usine s'est effondré sur des habitations faisant 3 morts

Éditorial

UNE CATASTROPHE PAS NATURELLE : PLUSIEURS DIZAINES DE MORTS ET DE BLESSÉS
DU CÔTÉ DES PAUVRES, PAS UN SEUL DU CÔTÉ DES RICHES !

Page 3

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI
TUE, C'EST LE CAPITALISME

Page 4

ATTENTION, CES POLITICIENS
EN COMPÉTITION NE SONT
PAS NOS AMIS MAIS NOS
ADVERSAIRES !

Page 7

France :
L'ESPOIR N'EST NI DANS LA
RÉSIGNATION, NI DANS LA
VIOLENCE DESTRUCTRICE

Page 12-13

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- UNE CATASTROPHE PAS NATURELLE : PLUSIEURS DIZAINES DE MORTS ET DE BLESSÉS DU CÔTÉ DES PAUVRES, PAS UN SEUL DU CÔTÉ DES RICHES !.....	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- CE N'EST PAS LA PLUIE QUI TUE, C'EST LE CAPITALISME.....	4
- BANDE DE COMPLICES !.....	4 - 5
- CHEC ODIENNÉ : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE CONTRE LA RAPACITÉ DE LEUR DIRECTION	5
- AVIC INTL YAMOOUSSOUKRO : UNE PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS.	6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- ATTENTION, CES POLITICIENS EN COMPÉTITION NE SONT PAS NOS AMIS MAIS NOS ADVERSAIRES !.....	7
- UN ACTE ODIEUX À L'IMAGE DE CETTE SOCIÉTÉ BARBARE.....	7 - 8
- À VOS BROSSES ET À VOS CIRAGES !.....	8
- TENGRELA : UN CHAUFFEUR DE TRICYCLE ABATTU PAR UN POLICIER....	8 - 9
- NOIX DE CAJOU : LES INDUSTRIELS FONT LEUR BEURRE SUR LE DOS DES PAYSANS ET DES TRAVAILLEURS !.....	9
- ENCORE 8 MORTS DANS L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE EN CONSTRUCTION À ANGRÉ.....	9
- FERMETURE SAISONNIÈRE DE LA PÊCHE : RISQUE D'ENVOLÉE DU PRIX DU POISSON.....	10
- ABOBO, L'ÉTAT AGGRAVE LA PAUVRETÉ DES HABITANTS.....	10
- COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU) : IL Y A PROBLÈME !.....	11
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- France : L'ESPOIR N'EST NI DANS LA RÉSIGNATION, NI DANS LA VIOLENCE DESTRUCTRICE	12 - 13

UNE CATASTROPHE PAS NATURELLE : PLUSIEURS DIZAINES DE MORTS
ET DE BLESSÉS DU CÔTE DES PAUVRES, PAS UN SEUL DU CÔTE DES RICHES !

Le bilan des morts et des blessés en cette saison des pluies se compte déjà par dizaines, exclusivement des pauvres !

Rien que dans la nuit du 06 juillet, une dizaine de cadavres ont été retirés à Micao, suite à l'écroulement du mur de clôture d'une usine qui surplombe des habitations situées en contrebas. Ce quartier est en effet collé à la zone industrielle de Yopougon. Des travailleurs ainsi que leur famille y sont logés. Les riches capitalistes qui les exploitent leur paient un salaire si misérable qu'ils n'ont pas les moyens d'habiter ailleurs.

La même nuit dans cette même zone, sur un autre site, les sapeurs-pompiers ont retiré de nombreux cadavres et des blessés, à la suite d'un glissement de terrain.

Ce genre de quartier pauvre où il y a eu des morts et des blessés ces jours-ci, il y en a plusieurs à Yopougon autour de la zone industrielle, à Attécoubé, dans les bas-fonds de Cocody, à Koumassi, à Port-Bouët, à Abobo, etc.

À Cocody-Angré un immeuble de six étages en construction s'est écroulé avec huit ouvriers ensevelis sous les gravats. Dans l'usine Industrap à Yopougon, quatre ouvriers sont morts, écrasés par un mur qui s'est écroulé sur eux alors qu'ils étaient en poste à l'intérieur de l'usine. Ce mur présentait des défaillances depuis longtemps. La direction a été avertie plusieurs fois par les ouvriers, du grand danger qui les menaçaient chaque jour. Rien n'a été fait pour préserver la vie de ces travailleurs, morts à cause de la cupidité du patron.

Un mois après le désastre, le journal gouvernemental Fraternité-Matin a fait un encart dans sa parution du 10 juillet, pour dire simplement qu' « *un mur de l'entreprise, le 14 juin 2023, a coûté la vie à trois employés* » et que « *la direction de l'entreprise a décidé de prendre en charge les frais de conservation, de cercueil et de transfert des dépouilles* », etc. Ce n'est pas la faute du patron mais du mur ! Comment ne pas voir tout le mépris qui transparaît à l'égard des travailleurs et leurs familles ?

Les patrons comme l'État et ses médias voudraient nous présenter ces drames comme le résultat d'une fatalité, de la nature qui se déchaîne et qui s'abat sur les travailleurs et les habitants. Ils nous prennent pour des naïfs incapables de comprendre que ce ne sont pas les intempéries qui tuent mais la manière dont la société fonctionne. Pour preuve, aucun riche n'est mort dans les quartiers chics alors que les fortes pluies sont tombées partout !

La vérité est que dans cette société capitalistes, les pauvres peuvent mourir sans que cela ne pose trop de problème à la bourgeoisie et à aux dirigeants du pays du moment que les profits continuent d'affluer dans leurs caisses et qu'aucune révolte ne vienne gripper leur machine à profit !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CE N'EST PAS LA PLUIE QUI TUE, C'EST LE CAPITALISME

La nuit pluvieuse du jeudi 6 au vendredi 7 juillet a été une nuit d'horreur. À Petit Bouaké, 4 membres d'une même famille ont été ensevelis par un éboulement de terrain. Les pompiers alertés ont mis deux heures pour arriver sur le lieu du drame. Entretemps, des voisins avaient déjà sorti les cadavres des décombres. À Micao Number One, c'est le mur d'une usine qui s'est effondré faisant 3 morts. À Gesco-Manutention, l'inondation a fait 4 morts. Dans la seule nuit, ce sont au total 14 personnes qui ont perdu la vie et 3 autres portés disparus. Ce bilan est très lourd et est peut-être encore provisoire.

Nous nous sentons directement concernés par ces drames car ce sont les nôtres, des travailleurs et des pauvres comme nous qui sont morts et nous savons pourquoi ils sont morts. Les salaires sont misérables et en même

temps, chaque jour le coût de la vie ne cesse de grimper, nous nous enfonçons dans la misère. Dans ces conditions, où habiter ? Pour la plupart des travailleurs, c'est dans des quartiers précaires, et dans des zones dites à risque. C'est la misère dans laquelle nous plongeant ces capitalistes exploités qui oblige la plupart d'entre nous à vivre dans des zones dangereuses. Cela n'a rien à voir avec la fatalité !

Des membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux le lendemain et ont versé des larmes de crocodile sur le sort des morts. La seule chose qu'ils avaient à la bouche c'est : « *Quittez les zones à risque !* ». Ils savent que les habitants de ces quartiers n'ont pas les moyens de les quitter mais ils les tiennent pour responsables de leur propre malheur. Ils montrent là tout le mépris qu'ils ont envers les travailleurs et les pauvres.

BANDE DE COMPLICES !

Le drame survenu le 16 juin dernier à Industrap, une usine de fabrication de peinture située à la zone industrielle de Yopougon, a montré à quel point les patrons capitalistes n'ont que du mépris pour la vie des travailleurs. L'effondrement d'un mur a coûté la vie à quatre d'entre nous et c'est encore là un chiffre officiel. Le nombre de morts pourrait être bien plus, vu l'opacité qui a entouré cette affaire. Des blessés, ils n'en ont même pas parlé.

C'est un drame qui aurait pu être évité facilement si cette direction tenait un peu compte de la sécurité des travailleurs. Le mur en question était en mauvais état depuis longtemps. Cela a été signalé à plusieurs reprises mais la direction a préféré ignorer ces avertissements, comme c'est souvent le

cas en ce qui concerne la sécurité des travailleurs.

Lorsque le drame est survenu, l'une des priorités du patron a été de cacher les faits. Des téléphones portables ont été arrachés à des témoins qui filmaient la scène. Des familles ont même été refoulées de la morgue sous prétexte qu'il fallait attendre le résultat de l'autopsie. Les autorités étaient pertinemment au courant de l'affaire, mais complices qu'elles sont du patronat, elles sont restées muettes. Leur souci était de vite enterrer l'affaire. La presse, puisqu'elle est sous le contrôle des riches et de leurs sous-fifres, a préféré regarder ailleurs.

Mais les faits sont têtus. Une image a quand même fait le tour des réseaux sociaux. Elle a créé au sein de la population beaucoup

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

d'indignation et surtout de la colère, face au mutisme du gouvernement devant un fait d'une telle gravité.

C'est sans doute ce qui a contraint une délégation ministérielle à se rendre sur place, une semaine après le drame pour faire son cinéma. Elle a annoncé, sans rire, une enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est

passé. Mais nous les travailleurs, nous ne sommes pas dupes. Nous savons que ce genre d'enquête aboutit rarement. Et il arrive souvent que ce sont des boucs émissaires qui sont indexés. Les patrons, les vrais responsables, eux ils s'en sortent presque toujours.

CHEC ODIENNÉ : LES TRAVAILLEURS EN GRÈVE CONTRE LA RAPACITÉ DE LEUR DIRECTION

CHEC est une entreprise dans le secteur du BTP pour la construction des routes. En ce moment, elle a le contrat de la construction de l'échangeur d'Akwaba, dans la ville d'Abidjan et aussi des routes dans la région d'Odienné. Comme dans la grande majorité des entreprises du bâtiment, les travailleurs de CHEC ne sont pas déclarés à la Cnps, ne bénéficient ni de congés payés, ni de jours de repos. C'est aussi ce qui se passe, de plus en plus, dans les usines à Abidjan. Parfois, malgré les menaces du patron, malgré la crainte de se faire renvoyer en cas de contestation, les ouvriers décident de relever la tête pour revendiquer leurs droits. C'est ce que les ouvriers de cette entreprise ont fait.

Comme les travaux tirent vers la fin sur le « lot 2 », la direction a commencé à dégraisser son personnel en espérant que ce stratagème lui évitera d'affronter les travailleurs en bloc. Malheureusement pour elle, les travailleurs ont compris qu'il était temps de réclamer le remboursement de la cotisation CNPS qui leur a été prélevée abusivement durant tout ce temps. Le patron a dit qu'il effectuera les déclarations après leur départ de l'entreprise, mais personne ne l'a cru !

Voilà pourquoi, le 5 juillet, les ouvriers ont bloqué les bureaux avec le personnel à l'intérieur toute une journée et une nuit. Les gendarmes envoyés pour sécuriser la situation ont veillé avec eux. Le lendemain, la direction a proposé l'arbitrage de l'Inspection du travail. Les grévistes ont fini par accepter cette proposition dans l'après-midi.

Ce même jour, le 6 juillet, ce sont les travailleurs du « lot 3 » qui se sont mis en grève durant trois jours pour réclamer un retard de salaire. Le sous-préfet de la localité est venu au secours du patron et a demandé aux travailleurs d'accepter d'attendre jusqu'au 12 du mois pour recevoir leur salaire.

Même si leur mobilisation n'a pas permis d'obtenir le résultat escompté, les travailleurs ont montré que la voie à suivre c'est celle de la lutte collective face aux capitalistes qui nous traitent comme des esclaves corvéables à merci. C'est ensemble, en regroupant leur force, au-delà de leur appartenance à telle entreprise ou à telle autre, qu'ils peuvent valablement se défendre face à la rapacité des capitalistes qui bénéficient en plus du soutien de l'appareil d'État

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

AVIC INTL YAMOOUSSOUKRO : UNE PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

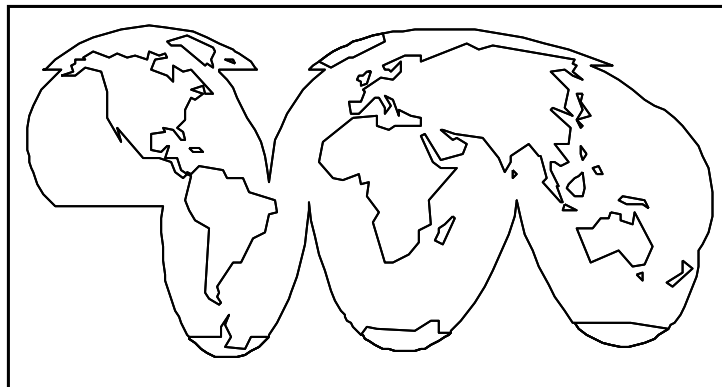
AVIC INTL est une entreprise de Btp chargée de la construction de cinq lycées professionnels à travers le pays. Les conditions de travail sur les différents chantiers sont à vomir. C'est ce qui a fini par mettre en grève les travailleurs de Yamoussoukro durant 15 jours. Ils réclament des améliorations de leurs conditions de travail et le rappel de ce qui leur a été volé. Les autorités sont intervenues pour dire aux travailleurs qu'ils n'ont rien à réclamer sous prétexte qu'ils sont de simples manœuvres sans contrat de travail. Donc, ils feraient mieux de reprendre le travail sous peine d'être licenciés.

Cela n'a pas effrayé les 140 travailleurs, bien au contraire. Ils ont pris le

dessus et ont contraint le patron à payer. Après plusieurs jours de tractations avec l'entreprise et l'Inspection, les travailleurs ont obtenu un rappel de 32 millions de francs, sur un montant de 40 millions estimés. La direction a produit également de nouveaux contrats de travail qui prennent en compte quelques revendications des travailleurs.

Le compte n'y ait pas, mais les travailleurs sont conscients que ce qu'ils ont obtenu c'est grâce à la lutte. Cette expérience les rend confiants et ils se disent prêts à reprendre la lutte à tout moment pour les autres points de revendication non satisfaits dans l'immédiat. C'est donc une affaire à suivre.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ATTENTION, CES POLITICIENS EN COMPÉTITION NE SONT PAS NOS AMIS MAIS NOS ADVERSAIRES !

Les dirigeants des partis politiques bourgeois et leur clan respectif sont actuellement focalisés sur les élections régionales et municipales qui auront lieu dans deux mois.

Les enjeux pour eux sont grands. C'est, en effet, la remise en jeu des postes lucratifs où chacun espère accéder à la mangeoire pour les cinq prochaines années. C'est pour le mangement que ces gens-là s'engagent généralement dans la politique. Alors, ils sont prêts à tout.

D'ailleurs, la lutte n'est pas seulement entre partis politiques. Au sein même d'un même parti, la lutte fait aussi rage, comme à Divo, par exemple, où deux membres du Rhdp sont en compétition. Un certain Amédé Kouakou, actuellement ministre de Ouattara, a été retenu pour représenter son parti à Divo, au détriment d'un certain Lassina Koné dit Bazo-Rdr, un ex-député du parti de Ouattara et directeur de campagne de ce dernier en 2015 dans la région de Divo. Du coup, il se présente en « *candidat libre* ».

Il se trouve que les deux candidats ne sont pas de la même ethnie. Des sous-entendus et des propos à caractère ethnique à peine voilés fusent déjà de tous les côtés et

sont rapportés par certains journaux.

Le PdcI et ses alliés ont mis en cause l'impartialité de la Commission électorale (CeI) chargée de diriger ces élections. Avant même la publication des listes électorales, Bédié a déclaré que « *des doutes persistent quant à la fiabilité de l'identité de nombreux inscrits* ». Sur quoi, Simone Gbagbo qui cherche à s'allier au PdcI, a ajouté : « *il faut une liste électorale fiable ne souffrant ni d'inclusion de non-ivoiriens, ni d'exclusion des ivoiriens en âge de voter* ».

C'est ce genre de propos à relent ethniste et xénophobe que des idiots peuvent ensuite « *mettre en pratique* » à coups de machette et qui font que des milices se constituent sur la base ethnique comme on l'a vu dans le passé.

Dans tous les cas, il n'est pas de notre intérêt à nous les travailleurs, que la division se crée en notre sein ou que des propos haineux s'expriment dans nos rangs. Face aux capitalistes et à la cohorte de politiciens qui se battent pour devenir leurs larbins, l'intérêt des travailleurs c'est de rester unis pour mieux se défendre contre l'exploitation, les bas-salaires et les mauvaises conditions de travail.

UN ACTE ODIEUX À L'IMAGE DE CETTE SOCIÉTÉ BARBARE

Un journal datant du 10 juillet raconte qu'un planteur de palmier à huile a décapité son neveu de 6 ans et a mis ensuite la tête dans un sac, à la demande de son féticheur.

Que lui a-t-on promis par cet acte odieux ? Un miracle pour lui-même, pour que ses palmiers produisent plus ? Ou bien, s'agissait-il d'une demande d'un riche qui espère ainsi augmenter sa richesse ? Ou encore, pour le compte d'un politicien qui

espère ainsi remporter les élections à venir, parce qu'un marabout ou un féticheur le lui aurait promis ? Tout cela est possible, l'imbécillité est encore de ce monde !

Dans ce pays où l'obscurantisme est encore présent partout, des gens s'en vont voir un féticheur, d'autres un marabout, un prêtre ou un pasteur, chacun espérant qu'une magie s'opère pour lui, pour contrecarrer un fétiche, un mauvais sort, ou pour

L E U R S O C I E T E

« avoir la grâce de dieu », des choses comme ça.

En tout cas, ce n'est certainement pas par ce genre de procédé que les travailleurs en finiront avec l'exploitation et l'injustice de

ce monde. Il faut qu'ils prennent conscience que le seul chemin pour se libérer de l'exploitation et de la misère c'est celui de la lutte de classe.

À VOS BROSSES ET À VOS CIRAGES !

On dit que le ministre du commerce et son gouvernement ambitionnent de « développer la culture entrepreneuriale au sein de la population ». En un mot, ils veulent que tout le monde devienne entrepreneur. Voilà pourquoi, il y a tout un battage médiatique autour de ce thème.

Il n'y a pourtant pas eu besoin de faire de la publicité ou des campagnes d'information pour voir de plus en plus de « travailleurs indépendants » à l'œuvre entre les véhicules dans les embouteillages ou aux feux de signalisation, y compris des enfants « auto-entrepreneurs » qui vendent des lotus, proposent leur service de lavage de vitres des véhicules, ou de porteur de bagage dans les marchés ou de cireurs de chaussures !

Avec la misère ambiante, même les enfants dès l'âge de 10 ans sont déjà de grands entrepreneurs ! Ils n'ont pas attendu l'encouragement de ce ministre pour s'y lancer. À vrai dire, ils n'ont pas le choix. Les parents gagnent une telle misère en

travaillant pour enrichir les capitalistes, que leurs enfants, filles et garçons, sont obligés de passer par ces petits métiers pour apporter quelques pièces à la maison.

Par exemple, dans les zones industrielles de Koumassi ou de Yopougon, dans les usines de fabrication de chaussures ou de décorticage de noix de cajous, les mamans, voire des jeunes encore scolaires, touchent moins de 4000 Fr après 12h de dur labeur quotidien. Comment joindre les deux bouts avec un tel salaire qui, de surcroît, n'est même pas régulier ?

Alors, ce ministre et son gouvernement sont peut-être forts pour faire du baratin dans les médias. Mais les travailleurs ne peuvent certainement pas compter. Même pas, ne serait-ce que pour faire appliquer par les capitalistes les lois sur le travail, écrites par eux-mêmes. Par contre, les travailleurs peuvent être assurés que le gouvernement n'hésitera pas à envoyer les forces de l'ordre pour les chicoter le jour où ils exigeront un peu plus de justice à leur égard !

TENGRELA : UN CHAUFFEUR DE TRICYCLE ABATTU PAR UN POLICIER

Ce 10 juillet 2023, à Tengrela, une localité dans le nord du pays à la frontière Mali-Côte d'Ivoire, un policier a tué froidement un conducteur de tricycle. Celui-ci transportait un client et a pris des voies secondaires pour contourner le barrage de police des frontières, certainement pour épargner l'argent du racket. Mais chemin faisant, il est tombé nez-à-nez sur un policier. Il s'en est suivi une altercation et ce dernier a

fait usage de son arme. Le conducteur de tricycle a reçu 5 balles, il est mort sur le champ. Le passager, avec une balle, a été évacué dans le centre hospitalier de la ville.

Les jeunes de la localité, à l'annonce de la nouvelle, ont paralysé la ville pour manifester leur colère. Un couvre-feu a été décrété sur la ville de 18h à 7h pendant 3 jours.

Déjà en novembre 2022, les habitants

L E U R S O C I E T E

de la même ville avaient organisé une marche et des manifestations pour protester contre les rackets et autres brimades dont ils étaient victimes de la part des forces de sécurité. Des rencontres avaient eu lieu avec les autorités de la ville.

Comment s'étonner que les même

choses se reproduisent ici et là quand on sait que les corps habillés sont mis en place non pas pour protéger les pauvres mais au contraire pour les terroriser et éventuellement les tuer. Ce sont des gardiens de l'ordre des riches.

NOIX DE CAJOU : LES INDUSTRIELS FONT LEUR BEURRE

La noix de cajou est le fruit de l'anacardier. La Côte d'Ivoire en est aujourd'hui le premier producteur mondial avec plus d'un million de tonnes par an.

Cette année, le prix d'achat officiel aux paysans a été fixé par l'État à 315 Fr mais dans les faits, il se négocie autour de 150 Fr. En plus, beaucoup de paysans se sont retrouvés avec des stocks qu'ils n'ont pas pu écouler. Et comme ils ne disposent pas de moyen pour les conserver pendant longtemps, leurs récoltes se sont abimées.

Dans le même temps, le kilogramme de noix de cajou grillé est vendu actuellement dans les grandes surfaces entre 12.500 Fr et

16.000 Fr. L'année dernière ce prix était entre 8 000 Fr et 10 000 Fr.

La différence entre le prix d'achat aux paysans et celui de la vente aux consommateurs ne peut être expliquée par la seule valeur de la transformation en produit fini. D'autant moins que la main d'œuvre locale est précaire et très mal payée. Dans la zone industrielle de Yopougon, les ouvrières sont payées moins de 4.000 Fr la journée, souvent pour 12 heures de travail.

C'est en surexploitant les travailleurs des villes et des campagnes que les capitalistes font fortune, pas seulement dans le secteur de la noix de cajou.

ENCORE 8 MORTS DANS L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE EN CONSTRUCTION À ANGRÉ

Le 30 juin 2023, un immeuble R+6 en construction à Angré Békikoi, non loin de la pharmacie Saint-Viateur, s'est effondré. Le bilan officiel fait état de 8 morts et 9 blessés. Une fois de plus, le ministère de la Construction a vite fait de se dédouaner, disant qu'il n'avait pas délivré d'autorisation de construire pour ce bâtiment. Tout le monde sait que la majorité des constructions dans ce pays ne dispose pas d'acte de propriété et par voie de conséquence, pas d'autorisation de construction.

Au mois de mars, deux effondrements similaires avaient fait plus de 12 morts et des dizaines de blessés à Abidjan. Ce même

ministère avait alors promis de prendre des dispositions pour ne plus que de pareils drames se reproduisent. Rappelons que depuis 2020, ce sont plus de 20 bâtiments qui se sont ainsi écroulés.

Le capitalisme, c'est le profit maximum. Que des ouvriers du bâtiment ou des gens de condition modeste en meurent, ce n'est pas vraiment leur affaire.

Ce ne sont pas les promesses et les blablas des autorités en charge du logement qui mettront fin à ce genre de drame, surtout avec l'urbanisation galopante de la ville d'Abidjan et l'envolée des prix de matériaux de construction.

L E U R S O C I E T E

FERMETURE SAISONNIÈRE DE LA PÊCHE : RISQUE D'ENVOLÉE DU PRIX DU POISSON

L'État a décidé de la « *fermeture saisonnière* » de la pêche maritime en Côte d'Ivoire. Ainsi la pêche artisanale est fermée du 1er au 31 juillet 2023 et la pêche semi-industrielle et industrielle du 1er juillet au 31 août 2023. Cette mesure viserait à permettre le renouvellement de la faune et la flore maritime qui sont fortement dégradées par la pêche intensive.

Tout cela paraît bien, mais que deviennent les petits artisans pêcheurs et les petits commerçants qui gravitent autour de cette activité, durant cette période sans revenu ? Aucune mesure n'a été prise en leur faveur pour compenser leur manque à gagner.

Comme toujours, les gouvernants se sont contentés de pondre des déclarations sans mesures concrètes d'accompagnement. Ils menacent de peine de prison de 1 à 5 ans tout contrevenant.

Par ailleurs, Il y a une vague promesse de plafonnement du prix des poissons de grande consommation. Mais tout le monde sait ce que vaut ce genre de disposition sans effet réel sur le terrain. Or, la grande majorité des populations pauvres se nourrit essentiellement de poisson au quotidien, étant donné que la viande est depuis longtemps hors de portée de sa bourse.

ABOBO, L'ÉTAT AGGRAVE LA PAUVRETÉ DES HABITANTS

Depuis le 3 juillet 2023, l'État a encore élevé le niveau de pauvreté dans la commune d'Abobo. Pour la construction d'une route, il a rasé des habitats qui sont aussi des lieux de travail des pauvres.

Les plus anciens étaient là depuis trente ans. On trouvait des ateliers de menuiserie, des mécaniciens, des ferronniers, des groupements de femme qui fabriquaient de l'attiéké. Aussi, on trouvait des constructions servant de lieu de restauration, de maquis et autres vendeurs d'aliment ou matériels. À cela il faut ajouter les dizaines de couturiers, de coiffeurs, de gérants de cabines téléphoniques, etc. On voyait les jeunes garçons et filles s'entraîner au football. C'est plus d'un millier de personnes dont les deux tiers étaient des femmes qui faisaient leur petit commerce

pour subvenir à leur besoin, sachant que leur mari qui travaille dans les entreprises perçoit généralement un salaire misérable ne répondant plus aux charges de la famille. Ce sont ces familles qui retombent dans le chaos à cause de la destruction de leur emplacement. C'est avec les larmes aux yeux qu'elles ont assisté à la démolition de leurs différentes activités génératrices de revenus, certaines ont peut-être pris des crédits pour financer leur activité. En moins de trois jours, toutes ces personnes ont tout perdu.

Les dirigeants du pays ne se sont jamais préoccupés des difficultés de la population. Leur seul objectif quand ils sont au pouvoir, est de créer des conditions pour l'enrichissement des bourgeois au détriment des pauvres.

L E U R S O C I E T E

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU) : IL Y A PROBLÈME !

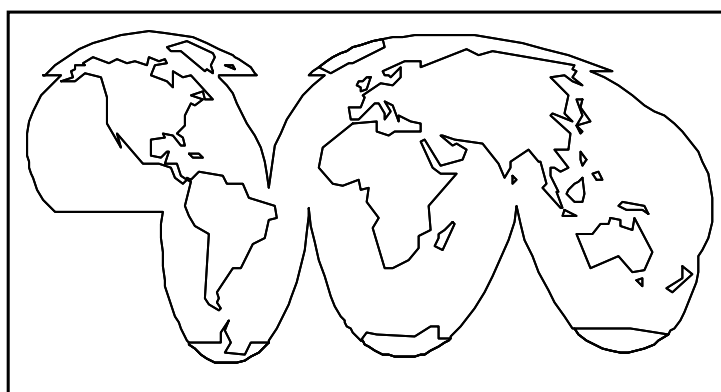
L'État a lancé l'enrôlement obligatoire pour les élèves à partir de la classe de 6^{ème}. Ce sont des dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants qui doivent obligatoirement souscrire à la Couverture Maladie universelle (CMU) pour pouvoir s'inscrire à leur établissement lors de la rentrée prochaine. Actuellement, parents et élèves ont pris d'assaut les quelques centres d'enrôlement où chaque jour l'on se bouscule sous la pluie parce qu'il n'y a pas de salle d'attente. Pratiquement, il n'y a que deux endroits dans chaque commune disposant de deux appareils d'enrôlement. C'est de la souffrance au quotidien quand on voit les files d'attente qui durent des heures.

Pour bénéficier des prestations de la CMU, il faut avoir cotisé sans interruption toute une année la somme de 12.000 Fr, à raison de 1000 Fr par mois. Mais dans chaque commune d'Abidjan, il y a un seul centre sanitaire qui accepte la carte CMU. Souvent, les seuls médicaments autorisés par cet organisme ne sont pas disponibles. Le malade est alors laissé à lui-même. Autres difficultés, le prescripteur doit identifier les médicaments acceptés par la CMU avant de les prescrire. D'où, encore un casse-tête. Et il

n'y a qu'un seul médecin spécialisé par centre.

Le CMU serait vraiment une bonne chose si l'objectif de l'État était de permettre réellement à la population pauvre d'accéder aux soins et aux médicaments dans les meilleures conditions. Mais on peut en douter. Si c'était le cas, il aurait obligé les patrons qui emploient les travailleurs à financer leurs cotisations ainsi que celles de leurs familles. Ce serait une goutte d'eau prélevé sur leurs profits. Et pour les autres catégories, ceux qui ne travaillent pas dans les entreprises privées, il serait normal que ce soit l'État lui-même qui les prenne en charge, puisque chacun paye après tout un impôt qui est la TVA de 18%. Cette taxe est systématiquement prélevée par l'État sur la moindre consommation, la moindre baguette de pain, l'huile, le savon, l'électricité, etc. Cela représente au final une grosse somme d'argent pris dans la poche des populations pauvres. Au moins, ce serait utiliser cet argent utilement au bénéfice de tous. Mais, ce serait manifestement trop demander à l'État, déjà qu'il n'ose même pas l'imposer aux capitalistes eux-mêmes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FRANCE : L'ESPOIR N'EST NI DANS LA RÉSIGNATION,
NI DANS LA VIOLENCE DESTRUCTRICE

Le 27 juin vers 8 heures 30 du matin, Nahel Merzouk, 17 ans, est tué par un policier dans la ville de Nanterre située à quelques kilomètres à peine du centre de Paris. Deux jours après, une vague de protestations se lève. Des émeutes se déclenchent un peu partout en France. Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial des bulletins d'entreprises de nos camarades de Lutte Ouvrière daté du 3 juillet 2023 et consacré à ce sujet.

On ne peut qu'être révolté par la mort du jeune Nahel, 17 ans, à Nanterre. N'y avait-il pas d'autres moyens d'arrêter cette voiture que de tirer dans le thorax du conducteur ? Que viennent faire des menaces comme « *shoote-le* » de la part d'un policier ? Si la scène n'avait pas été filmée, l'exécution aurait été déguisée en légitime défense, et c'est sans doute ce qui se passe dans la plupart des cas.

Cette fois-ci, on a la preuve par l'image : des policiers n'ont aucune retenue, ils tirent pour tuer et rétablissent, de fait, la peine de mort, parfois pour des délits mineurs. Et il suffit d'écouter les réactions de certains syndicats de policiers pour comprendre, qu'à leurs yeux, la vie d'un jeune de quartier populaire ne pèse pas lourd !

Cela, les jeunes des cités l'ont intégré, parce qu'ils vivent tous les jours les contrôles au faciès, les réflexions racistes ou les discriminations à l'emploi ou au logement.

Ils se voient condamnés à galérer sans argent, entre missions d'intérim et petits boulots mal payés, quand les jeunes de la bourgeoisie ont les relations et une belle carrière assurée. Ils sont témoins, aussi, de la façon dont leurs propres parents sont cassés ou usés par un travail mal payé qui ne leur laisse pas de répit, quand ils ne sont pas mis au chômage.

Alors oui, il y a des jeunes, des gamins, qui vivent avec la rage au cœur. C'est ce qui pousse une petite partie d'entre eux à ne rien respecter, à tremper dans des trafics, voire à pourrir le quotidien des

habitants d'une cité. Et c'est cette rage qui a explosé en violence aveugle avec la mort de Nahel.

La furie destructrice qui a frappé certains quartiers suscite la consternation, le désarroi et même la colère. Et pour cause ! Ce ne sont pas les bourgeois qui voient leur voiture, leur restaurant chic ou leur terrain de tennis ou de golf partir en fumée. Ce sont les femmes et les hommes des classes populaires qui se retrouvent démunis sans centre social, sans magasin pour leurs courses, sans transport pour se rendre au travail.

Les actions de ceux qui ont passé plusieurs nuits à casser tout ce qu'ils avaient à leur portée, y compris le centre de vacances dans lequel leur petite sœur était inscrite, ou le bus médical où leur mère allait se faire soigner, témoignent d'un manque de conscience dramatique. Parmi eux se retrouvent d'ailleurs de petits voyous et les trafiquants, qui se moquent pas mal de mettre la vie des habitants en danger.

Cette rage aveugle ne doit pas prendre le dessus ! Mais qui y a-t-il pour porter la révolte de cette jeunesse et lui ouvrir une perspective ? Qui pour s'opposer à la politique du gouvernement ? Qui pour se faire respecter de la police ? Qui pour combattre la grande bourgeoisie qui dégorge de richesses, mais est de plus en plus rapace ?

La révolte destructrice de cette jeunesse est la conséquence de l'absence d'organisation du camp des travailleurs, de son manque de combativité et de politisation. Ce camp des travailleurs, les jeunes en feront

partie comme ouvriers, livreurs, magasiniers, caristes, serveurs ou cuisiniers. Postes que leurs frères, leurs sœurs ou leurs parents tiennent déjà. Alors, c'est à nous tous, travailleuses et travailleurs, de montrer la voie.

C'est en nous organisant et en nous battant pour nous faire respecter du grand patronat, mais aussi de la police et de la justice, que nous pourrions devenir un exemple pour les jeunes. Cette perspective est indissociable de la contestation de tout l'ordre social, car il est vain d'espérer une meilleure police ou une meilleure justice.

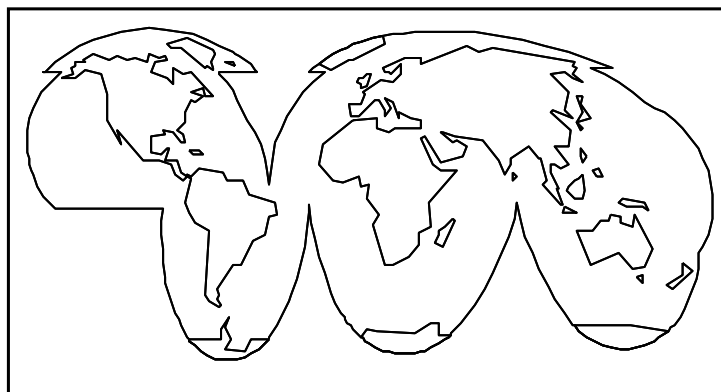
Derrière la police et la justice, il y a les lois de la bourgeoisie. Elles assignent les travailleurs et leurs enfants à se faire exploiter et servir les plus riches. Elles légitiment les inégalités. Elles permettent à un gouvernement comme celui de Macron de nous voler deux années de retraite. Elles

donnent tout pouvoir à une classe de parasites, capables de tuer père et mère si cela grossissait leurs profits !

En matière de pillage et de destruction, les jeunes émeutiers n'arriveront jamais à la cheville de la grande bourgeoisie prête à mettre la terre entière en coupe réglée, à détruire la planète, à exploiter l'humanité et à fomenter les guerres.

La violence est au cœur de cette société pourrie d'injustices. Alors, nous n'obtiendrons la paix et la justice que lorsque nous enlèverons à cette grande bourgeoisie les commandes de la société. Nous construirons une société réellement juste lorsque les femmes et les hommes qui sont à la base de la production seront eux-mêmes au pouvoir et organiseront la société pour qu'elle réponde aux besoins de la population toute entière.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.